CHAPITRE XV — MESURES SE RAPPORTANT À LA PRODUCTION ET À LA CONSOMMATION

ARTICLE 63

Conditions de travail

Les Membres veillent à ce que des conditions de travail équitables soient maintenues dans leur industrie du sucre et ils s'efforcent, autant que possible, d'améliorer le niveau de vie des travailleurs agricoles et des ouvriers d'usine dans les différentes branches de la production sucrière, ainsi que des cultivateurs de canne à sucre et de betterave à sucre.

ARTICLE 64

Mesures de soutien

1. Les Membres reconnaissent que les subventions à la productions ou à la commercialisation du sucre qui ont directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations ou de réduire les importations risquent de compromettre la réalisation des objectifs du présent Accord.

2. Si un Membre accorde ou maintient une subvention de ce genre, y compris toute forme de soutien des revenus ou des prix, il doit, au cours de chaque année contingente, notifier par écrit au Conseil la portée et la nature de cette subvention, ainsi que les circonstances qui la rendent nécessaire. La notification visée dans le présent paragraphe est faite à la demande du Conseil, présentée au moins une fois par année contingente sous la forme et au moment prévus par son règlement intérieur.

3. Si un Membre estime qu'une subvention de ce genre porte ou menace de porter un préjudice grave à ses intérêts en vertu du présent Accord, le Membre qui accorde la subvention doit, s'il en est prié, examiner avec le ou les Membres intéressés, ou avec le Conseil, la possibilité de la limiter. Si le Conseil en est saisi, il peut examiner l'affaire avec les Membres intéressés et faire les recommandations qu'il juge appropriées, compte tenu de la situation particulière dans laquelle se trouve le Membre qui accorde la subvention.

ARTICLE 65

Mesures d'encouragement de la consommation

1. Chaque Membre prend les mesures qu'il juge appropriées pour encourager la consommation de sucre et éliminer les obstacles qui en entraveraient l'accroissement, compte tenu des effets que les droits de douane, les taxes intérieures, les charges fiscales et les réglementations quantitatives ou autres exercent sur la consommation de